

Marché public

Cahier des clauses administratives particulières

Objet	Construction d'un navire côtier en remplacement du Delphy
Référence	261000018
Pouvoir adjudicateur	INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER Zone Industrielle de la Pointe du Diable 1625 Route de Sainte Anne 29280 PLOUZANE SIRET 330 715 368 00032 Contact : cellule.marche@ifremer.fr
Version	Version initiale (V1)
Date	Février 2026

Sommaire

1. Objet du marché	5
2. Type de marché	5
3. Objet du document	5
PARTIE 1. CLAUSES PARTICULIÈRES.....	6
4. Forme du marché.....	6
4.1 Technique d'achat	6
4.2 Allotissement	6
4.3 Décomposition en tranches	6
4.4 Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
5. Durée du marché	7
6. Prix du marché.....	7
6.1 Type de prix	7
6.2 Variation des prix.....	7
7. Avance.....	8
8. Acomptes	9
9. Retenue de garantie.....	9
10.Délais d'exécution	10
11.Lieu de livraison	10
12.Opérations de vérification	11
13.Pénalités	12
13.1 Pénalités de retard.....	12
13.2 Autres pénalités	13
14.Propriété intellectuelle	14
15.Obligation environnementale	14
16.Interlocuteur	15
17.Autres clauses spécifiques	15

17.1	Tâches essentielles du marché	15
17.2	Part estimative	15
17.3	Contenu des prix	16
17.4	Garantie de restitution d'avance et d'acomptes	17
17.5	Livraison	17
17.6	Garanties et responsabilités	18
17.7	Assurances	19
17.7.1	Assurance responsabilité civile.....	19
17.7.2	Assurances dommages.....	19
17.8	Utilisation de la langue française	20
PARTIE 2. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION.....		21
18.	Pièces contractuelles	21
19.	Modalités de règlement.....	21
19.1	Monnaie.....	21
19.2	Avance.....	21
19.3	Acomptes	22
19.4	Délai global de paiement.....	22
19.5	Présentation des demandes de paiement.....	22
19.6	Retenue de garantie	23
20.	Variation des prix	23
20.1	Modalités relatives à l'actualisation des prix.....	23
20.2	Formule de variation des prix	24
20.3	Modalités d'utilisation des indices	24
20.4	Demande de révision des prix	24
21.	Modalités relatives aux bons de commande	25
21.1	Passation des bons de commande	25
21.2	Présentation des bons de commande.....	25
22.	Modalités relatives aux tranches optionnelles	25
23.	Pénalités	26
24.	Conditions d'exécution	26
24.1	Echanges.....	26
24.2	Ordres de service	26
24.3	Interlocuteur unique	26

24.4	Connaissances des éléments afférents à l'exécution des prestations.....	27
24.5	Obligation d'information, de conseil et de mise en garde	27
24.6	Obligation de collaboration.....	27
24.7	Obligation de confidentialité.....	28
24.8	Protection des données à caractère personnel.....	28
24.9	Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption	28
24.10	Sous-traitance.....	29
24.11	Cotraitance.....	29
25.	Arrêt de l'exécution des prestations.....	29
26.	Modifications en cours de marché.....	30
26.1	Modifications autorisées par le code	30
26.2	Clauses de réexamen	30
27.	Marchés complémentaires.....	31
28.	Résiliation	31
29.	Exécution aux frais et risques	31
30.	Assurances et diverses attestations.....	31
31.	Règlement des litiges.....	32
	Annexe 1 - Dérogations aux documents généraux.....	33
	Annexe 2 – Garantie de restitution d'acomptes.....	34

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la construction d'un navire côtier en remplacement du Delphy. Les spécifications techniques sont détaillées dans le **cahier des clauses techniques particulières**.

2. Type de marché

Le présent marché est un :

- ☒ Marché de fournitures
- ☐ Marché de services
- ☐ Marché de travaux

3. Objet du document

Le présent cahier des clauses administratives particulières définit les conditions particulières d'exécution administrative et financière du marché.

- La **partie 1** du document comprend les clauses particulières spécifiques au marché.
- La **partie 2** du document comprend les clauses particulières relatives aux conditions générales d'exécution des marchés de l'Ifremer.

Sauf dérogation mentionnée au présent document, il est fait application du **Cahier des clauses administratives générales (CCAG)** approuvé par arrêté en date du 30 mars 2021, applicables aux :

- ☐ Marchés de fournitures courantes et services
- ☐ Marchés publics de prestations intellectuelles
- ☐ Marchés publics de travaux
- ☒ **Marchés publics industriels**
- ☐ Marchés publics de techniques de l'information et de la communication
- ☐ Marchés publics de maîtrise d'œuvre

Le CCAG est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

La liste des dérogations au CCAG figure en annexe 1 au présent CCAP.

PARTIE 1. CLAUSES PARTICULIÈRES

4. Forme du marché

4.1 Technique d'achat

☒ Le marché est conclu à **prix global et forfaitaire**.

☐ Le marché est un accord-cadre qui sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. L'accord-cadre est conclu avec un seul attributaire. L'accord-cadre est conclu avec les montants minimum et maximum indiqués à l'acte d'engagement.

4.2 Allotissement

☒ **NON**. Conformément aux articles L2113-10 et L2113-11 du Code de la commande publique, le marché n'est pas alloti en raison de l'objet même de la prestation qui constitue un tout homogène ne pouvant être scindé.

☐ OUI. Le marché est décomposé en plusieurs lots :

N°	Objet

4.3 Décomposition en tranches

☒ **NON**. Le marché n'est pas décomposé en tranches.

☐ OUI. Le marché est décomposé en tranches : une tranche ferme et une/des tranches optionnelles.

N°	Objet	Délai d'affermissement à compter de la notification du marché

* **Modalités précisées à l'article 22**

4.4 Prestations supplémentaires éventuelles

☐ **NON**. Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

☒ **OUI**. Le marché comporte une/des prestations supplémentaires éventuelles :

N°	Objet	Nature (obligatoire ou facultative)
1	Pavois basculant (Article 16.1 CCTP)	Facultative
2	Motorisation des mouvements de la potence (Article 16.2 CCTP)	Facultative

3	Vaigrage isolation et peinture intérieure (Article 16.3 CCTP)	Facultative
---	--	-------------

Le choix de retenir ou non la/les PSE est notifié au titulaire à la notification de l'acte d'engagement.

5. Durée du marché

▪ Prise d'effet du marché

Le marché prend effet à compter :

- ☒ de sa **notification**.
☐ de la date suivante : ...

▪ Terme du marché

☒ La durée du marché se confond avec la durée d'exécution des prestations qui en sont l'objet augmentée du délai de garantie des prestations.

☐ Le marché prend fin à la date suivante : ...

☐ Le marché est conclu pour une durée ferme de ... ans.

☐ Le marché est renouvelable annuellement par tacite reconduction. Le nombre de reconductions est limité à ... La durée totale du marché ne peut donc excéder ... ans.

Le pouvoir adjudicateur pourra décider de ne pas reconduire le marché en notifiant sa décision de non reconduction, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard trois mois avant la fin de la période de validité du marché en cours. Le titulaire ne pourra se prévaloir de la décision de non reconduction pour prétendre à de quelconques indemnités ou compensations financières.

6. Prix du marché

6.1 Type de prix

☒ Le marché est conclu à prix global et forfaitaire. Le prix est fixé à l'acte d'engagement. La notification du marché vaut commande de l'intégralité des prestations qui en sont l'objet.

☒ La décomposition du prix global et forfaitaire est annexée à l'acte d'engagement.

☐ Le marché est un accord-cadre qui sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Les prix sont fixés au bordereau des prix unitaires.

Le prix du marché est **définitif**.

6.2 Variation des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres finales.

☐ Le(s) prix du marché est/sont ferme(s).

☐ Le(s) prix du marché est/sont actualisable(s).

La date de début d'exécution des prestations est : la date de réunion de lancement mentionnée à l'article ... du CCTP

☒ Le(s) prix du marché est/sont **révisable(s)**.

▪ **Formule de variation des prix**

La part fixe de la formule d'actualisation/révision est la suivante : **0.15**

Les indices utilisés pour la formule d'actualisation/révision sont les suivants :

N°	Indice	Identifiant	Source	Pondération
1	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 30.1 – Navires et bateaux	010763963	INSEE	1

▪ **Clause butoir**

L'actualisation ou la révision ne peut avoir pour effet d'augmenter les prix initiaux du marché de plus de :

☐ ...% par an ;

☒ 3 % sur la durée totale du marché.

▪ **Périodicité de la révision :**

☐ Les prix du marché sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché.

☒ Autre périodicité :

- Le prix du marché est révisé à chaque acompte. La date de révision est la date de réalisation des prestations objet de l'acompte. Toutefois, la révision est calculée et appliquée **en une seule et unique fois. Seule la demande de paiement finale pour le solde fait état de l'effet de la révision des prix sur le montant du solde du marché.**

Le titulaire doit présenter, en annexe de sa demande de paiement du solde, le document « Révision_Demande de paiement du solde » annexé au présent CCAP.

* **Modalités précisées à l'article 20**

7. Avance

☐ NON. Le marché ne prévoit pas le versement d'une avance.

☒ **OUI.** Le titulaire du marché peut bénéficier du versement d'une avance d'un montant de :

☒ **10%** du montant global et forfaitaire du marché.

☐ ...% du bon de commande, pour :

☐ Tous les bons de commande.

☐ Uniquement les bons de commande dont la valeur est supérieure à ... € HT.

▪ **Modalités de récupération de l'avance** : l'avance sera remboursée en intégralité sur l'acompte n°4.

* **Modalités précisées à l'article 19.2**

8. Acomptes

☐ **NON.** Le titulaire ne peut pas bénéficier d'acomptes. Le solde est réglé à l'admission des prestations.

☒ **OUI.** Le titulaire peut bénéficier des acomptes suivants :

N°	Objet	Livrables	Montant en %
1	Dossier de plans validé	1 – Validation écrite des dossiers de plans par l'acheteur	10%
2	Réception du kit de tôles aluminium découpées	1- Bon de livraison 2 – Validation écrite de l'acheteur	20%
3	Retournement de la coque	1 - Constat sur site 2 – Validation écrite de l'acheteur	20%
4	Pose définitive de l'ensemble propulsif et raccordement des moteurs	1- Constat sur site 2 – Validation écrite de l'acheteur	20%
5	Essais préliminaires	1-Validation du procès-verbal par l'acheteur	10%
6	Essais en mer	1-Validation du procès-verbal par l'acheteur	10%
Solde	Livraison conforme au CCTP	1-Décision d'admission définitive	10%

* **Modalités précisées à l'article 19.3**

Une copie des factures du titulaire et des sous-traitants doit également faire part d'un envoi par mail à l'adresse suivante : benjamin.simon@ifremer.fr

9. Retenue de garantie

☐ **NON.** Le marché ne fait pas l'objet d'une retenue de garantie.

☒ **OUI.** Le marché fait l'objet d'une **retenue de garantie de 5% appliquée sur le versement du solde du marché.**

* *Modalités précisées à l'article 19.6*

10. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont définis :

- ☐ Dans l'acte d'engagement
- ☐ Dans l'offre du titulaire
- ☒ Comme suit :

▪ 1° Délai de construction du navire :

Le délai global de construction du navire est de **11 mois (335 jours)**. Ce délai court à compter de la date de notification du marché et s'achève à la date de livraison du navire. Les délais suivants sont décomptés du calcul du délai global de construction du navire :

- Les délais de validation par l'Ifremer ;
- Tout retard imputable à l'Ifremer (absence aux réunions, aux essais etc.).

▪ 2° Délai pour les commandes complémentaires :

Pour les prestations commandées au titre de la part estimative mentionnée à l'article 17.2, les délais d'exécution seront précisés dans chaque bon de commande. L'éventuel impact sur le délai global de construction du navire sera arrêté par ordre de service.

▪ 3° Délai d'intervention pendant la période de garantie :

Le titulaire est tenu de répondre à la demande de mise en œuvre de la garantie dans un délai de **48 heures** ouvrées à compter de la réception de la demande de l'Ifremer par courriel. La réponse du titulaire à la demande de garantie doit préciser les conditions de lieu et de délai de réparation.

En cas de non-respect des délais d'exécution précités, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévues à l'article « pénalités » du présent document.

11. Lieu de livraison

☐ Le marché ne prévoit pas de livraison.

☒ Le lieu de livraison est le suivant :

Ifremer – Station de Port-en-Bessin
Av. du Général de Gaulle
14520 Port-en-Bessin-Huppain

12. Opérations de vérification

☐ Les opérations de vérification sont menées dans les conditions prévues au CCAG.

☒ Par dérogation au CCAG, les opérations de vérification sont menées dans les conditions suivantes :

▪ Vérification des études de conception

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG/MI, l'Ifremer dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour notifier sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet pour les études de conception. **La validation des études de conception par l'Ifremer conditionne le lancement de la fabrication du navire.**

▪ Vérification de la fourniture

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG/MI, les opérations de vérification du navire construit seront menées dans les conditions décrites au CCTP, dans le cadre des essais suivants :

- Essais préliminaires ;
- Essais en mer ;
- Vérifications à la livraison.

Une décision d'admission sans réserve, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations sera prise par le pouvoir adjudicateur **après livraison du Navire à Boulogne-Sur-Mer.**

Par dérogation aux articles 34, 34.2 et 34.3 du CCAG/MI, la décision du pouvoir adjudicateur sera prise dans les délais suivants :

- Le pouvoir adjudicateur disposera de 15 jours calendaires à compter de la réception du procès-verbal de livraison mentionné à l'article « Livraison » pour faire part, par écrit, de ce qu'il procède à l'admission, à l'ajournement, à la réfaction ou au rejet du navire.
- En l'absence de décision du pouvoir adjudicateur dans ce délai, le titulaire lui adressera une relance écrite. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un nouveau délai de 10 jours calendaires courant à compter de la réception de la relance pour faire part de sa décision.
- L'absence de notification écrite par le pouvoir adjudicateur à l'issue de l'écoulement des deux périodes susmentionnées équivaldra à l'admission tacite et sans réserve du navire.

Les délais de vérification sont suspendus pour la durée effective de l'empêchement en cas de survenance d'un événement de force majeure ou de tout événement indépendant de la volonté de l'acheteur faisant obstacle à la réalisation des opérations de vérification.

Le non-respect des dispositions du CCTP entrainera la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de rejeter le navire et de se voir restituer l'intégralité des acomptes versés, de décider d'une réfaction ou d'ajourner l'admission.

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet du navire est prise conformément aux stipulations suivantes :

- Décision d'admission : les dispositions de l'article 34.1 du CCAG/MI s'appliquent. En complément de l'article 34.1 du CCAG/MI, l'acheteur se réserve le droit de prononcer l'admission des prestations assortie de réserves mineures. Le titulaire s'engage à lever ces réserves mineures dans le délai fixé par l'acheteur dans la décision d'admission. En cas de non-respect du délai de levé des réserves, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article « Pénalités ».
- Décision d'ajournement : En cas de non-conformité, le titulaire doit présenter les prestations mises au point dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de notification de la décision d'ajournement ou dans un délai défini conjointement par les parties. En cas de désaccord des parties sur le délai de présentation des prestations, l'acheteur indique le délai applicable, ce délai ne pourra pas être inférieur à 15 jours calendaires. En cas de non-respect du délai de levé des réserves, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article « Pénalités ».
Suite à la présentation des prestations mises au point, l'Ifremer peut soulever de nouvelles réserves ou notifier une décision d'admission, de réfaction ou de rejet des prestations, dans les délais indiqués précédemment. Ces modalités s'appliquent également en cas d'absence de réponse ou de refus du titulaire de présenter les prestations mises au point.
- Décision de réfaction : lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Par dérogation à l'article 34.3 du CCAG/MI, l'absence de notification de l'Ifremer suite aux observations du titulaire n'emporte pas l'admission des prestations sans réfaction.
- Décision de rejet : les dispositions de l'article 34.4 du CCAG/MI s'appliquent.

La décision d'admission entraîne le transfert de propriété du navire.

13. Pénalités

Les modalités d'application des pénalités sont indiquées à l'article 23.

13.1 Pénalités de retard

▪ Montant des pénalités de retard

☐ Il est fait application des pénalités de retard prévues au CCAG.

☒ Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG, il est fait application des pénalités de retard suivantes :

$$P = V \cdot R / 1500$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité à savoir le montant du marché en prix de base, hors variations de prix, hors taxes, et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

▪ **Plafonds des pénalités de retard**

- ☐ Il est fait application du plafond de pénalités prévu au CCAG (10%).
- ☒ Par dérogation à l'article 15.2 du CCAG/MI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché.

▪ **Exonération de pénalités**

- ☐ Conformément au CCAG, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.
- ☒ Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

13.2 Autres pénalités

- ☐ Le marché ne prévoit pas d'autres pénalités.
- ☒ Il est fait application des autres pénalités suivantes :

N°	Pénalités	Type	Valeur HT	Précision
1	Absence aux réunions	Forfaitaire	100,00€	<p>Absences aux réunions de l'acheteur ou du titulaire dès lors que la réunion a été expressément acceptée par écrit par l'acheteur et le titulaire.</p> <p>Applicable de plein droit suite à la constatation de l'absence. Une absence est constatée à compter de 20 minutes de retard à une réunion.</p>
2	Non-respect du délai maximal de levée de réserve	Journalière	Formule de calcul	<p>Pénalité = (montant du marché en € HT /1000) x nombre de jour calendaire de retard.</p> <p>Pénalité applicable en cas de non-respect du délai de levée des réserves.</p> <p>Pénalité applicable par jour calendaire de retard et par réserve non levée.</p>

3	Pénalité pour retard dans la mise en œuvre de la garantie	Forfaitaire	En complément à l'article 15.1 du CCAG/MI, et par dérogation à l'article 36.2 du CCAG/MI, pendant la période de garantie, le dépassement du délai d'intervention ou de réparation est sanctionné par des pénalités. Une pénalité forfaitaire de 1 500 € par jour de retard sera appliquée dès lors que le délai d'intervention ou de réparation est dépassé.
---	---	-------------	--

14. Propriété intellectuelle

Au sens du présent marché, les résultats désignent l'ensemble des productions réalisées par le titulaire dans le cadre du marché (que ce soit pendant la procédure de passation ou en cours d'exécution du marché) et quels qu'en soient la forme et le support (papiers, numériques etc...). Les résultats comprennent notamment et sans que cette liste soit limitative :

- Le dossier de conception du navire ;
- Les études ;
- Les notes de calcul ;
- Les plans, schémas, documents graphiques, rapports, documents techniques ;
- Les fichiers numériques et bases de données associées.

En complément de l'article 40.1 du CCAG/MI, les besoins et finalités d'utilisation des résultats sont notamment les suivants :

- La conception et la fabrication du navire par tout tiers en cas de défaillance du titulaire ;
- Maintenance du navire en interne ou par tout tiers ;
- Fabrication des pièces de rechange par tout tiers.

Cession des droits :

☒ Conformément au CCAG, la cession des droits sur les résultats est consentie à l'acheteur à titre non exclusif.

☐ Par dérogation à l'article 40.2.1 du CCAG, la cession des droits sur les résultats est consentie à l'acheteur à titre exclusif.

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute réutilisation partielle ou totale du dossier de conception pour un autre projet.

15. Obligation environnementale

Dans le cadre du présent marché, le titulaire prendra soin de prendre des mesures appropriées pour limiter l'impact environnemental de son activité. Il prendra notamment les mesures environnementales appropriées pour réduire et valoriser les déchets produits lors de l'exécution du marché. Tous les déchets produits et qui peuvent être recyclés doivent être collectés et acheminés vers des installations appropriées.

16. Interlocuteur

Responsable du projet Ifremer

Le responsable du projet de l'Ifremer est, pour ce marché :

Identité	Benjamin Simon
Service	Laboratoire Environnement Ressources de Normandie
Numéro de téléphone	02 31 51 56 37
Courriel	Benjamin.Simon@ifremer.fr

Le responsable du projet doit être informé de l'ensemble des informations relatives à l'exécution du marché.

En cas d'absence du responsable du projet, la personne à contacter est la suivante :

Identité	Michel Ropert
Service	Laboratoire Environnement Ressources de Normandie
Numéro de téléphone	02 31 51 56 46
Courriel	Michel.Ropert@ifremer.fr

17. Autres clauses spécifiques

17.1 Tâches essentielles du marché

Conformément aux articles L2193-3 et R2142-27 du Code de la Commande Publique, l'Ifremer exige que les tâches essentielles du marché mentionnées ci-dessous soient effectuées directement par le titulaire (titulaire seul ou un membre du groupement) :

- Les missions de direction, de pilotage, de suivi de chantier, de relation avec l'armateur et de coordination et de relations avec l'administration et la classe pour l'approbation du navire ;
- La structure aluminium.

17.2 Part estimative

L'Ifremer se réserve le droit de commander les prestations suivantes dans le cadre de la part estimative :

- La prise en compte des aléas éventuels résultant d'évolutions techniques demandées par le pouvoir adjudicateur ;
- les travaux qui seraient rendus nécessaire par une modification des règlements internationaux ou nationaux applicables ;
- des modifications mineures ;
- des modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues.

Pour chacune de ces prestations prescrites par le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à répondre à la demande du pouvoir adjudicateur par l'émission d'un devis faisant figurer :

- une décomposition du montant des prestations,
- l'impact, s'il y en a, sur le délai de livraison,

- l'impact, s'il y en a, sur les performances contractuelles du navire.

Les prestations objet de la part estimative sont notifiées au titulaire par bon de commande. Ces prestations sur bons de commande ne peuvent émaner que d'un besoin venant du pouvoir adjudicateur. **Le montant de la part estimative est plafonné à 10% de la part ferme et forfaitaire du marché.** Ce montant plafond n'engage pas le pouvoir adjudicateur quant au volume des prestations à exécuter et le titulaire ne pourra pas s'en prévaloir en cas d'absence de commande ou de montant de commande inférieure au montant plafond. A ces titres, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité. Le titulaire ne pourra pas prétendre à des prestations complémentaires dans le cadre de la part estimative.

17.3 Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 11.1.3 du CCAG/MI, le prix du marché est global et forfaitaire et comprend donc l'ensemble des frais, dépenses et fournitures nécessaires et utiles à la réalisation du marché par le titulaire. Il comprend notamment :

- Le coût d'acquisition des produits et consommables,
- Tous les frais annexes (transport, emballage, taxes, dédouanement, assurances, taux de change, frais de déplacement, ainsi que les frais de facturation, etc...),
- L'ensemble des frais liés aux infrastructures et prestations nécessaires à la réalisation des travaux, ce qui inclut à titre non exhaustif les coûts de remorquage, de lamanage, de quai, de moyens de levage comme les grues et échafaudages, de frais de cale sèche et de grue pour tout mouvement du navire, y compris pour les essais en mer et la livraison du navire au lieu convenu,
- Les pièces de rechange et les consommables nécessaires à la réalisation des travaux de la responsabilité du titulaire,
- Les frais d'essais, de recettes et admission et de rédaction des procès-verbaux afférents du navire et de ses matériels,
- La mise à flot du navire,
- La sécurité du chantier,
- Les manutentions, engins de levage pour embarquement et débarquement, moyens de transport nécessaires à l'exécution des travaux,
- Les petites fournitures et produits de nettoyage : solvants, chiffons, produits de soudure, etc.,
- Les fournitures d'énergie : électricité, air comprimé, gaz, etc.,
- La propreté des locaux, des ponts exposés et des abords du navire préalablement à l'admission,
- L'assurance couvrant les prestations et travaux, le navire en construction et les infrastructures du titulaire utiles à la construction, telle que prévue à l'article « Assurances »,
- La gestion d'activité (gestion technique et administrative, rédaction technique documentaire, suivi de marché, réunions, etc...),
- Le conseil et le suivi des prestations dans une démarche d'optimisation,
- Les frais liés à la certification et à la classification du navire,
- L'ensemble des frais relatif à l'intervention d'un bureau de contrôle.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations du titulaire seront à la charge du titulaire.

17.4 Garantie de restitution d'avance et d'acomptes

Le titulaire devra fournir, préalablement au paiement de l'avance et de chaque acompte (à l'exception du solde), une **garantie de restitution d'avance et d'acompte** du montant à verser par le pouvoir adjudicateur.

Cette garantie devra être valable jusqu'à six (6) mois après la date de livraison contractuelle du navire. Elle protégera notamment le pouvoir adjudicateur d'une éventuelle procédure collective ouverte à l'encontre du titulaire, de la destruction accidentelle du navire avant réception ou livraison, de l'incapacité avérée du titulaire à le livrer dans les délais impartis ou d'un refus de réception par le pouvoir adjudicateur liée au non-respect du CCTP.

Ces garanties de restitution seront des garanties à première demande émanant d'une banque européenne de premier ordre (c'est-à-dire a minima classée B par deux agences de notation parmi Standard & Poor's, Moody's et Fitch), ayant une représentation en France.

En cas de modification du montant global et forfaitaire, les garanties devront être modifiées en conséquence et soumis à l'approbation de l'acheteur.

Le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur au plus tard trente (30) jours avant la fin de la validité des lettres de garantie :

- Soit, de la part des banques ayant émis les garanties initiales, des extensions de la durée de la validité des garanties de restitution d'acompte ;
- Soit une nouvelle garantie de restitution d'acompte globale ou de nouvelles garanties de restitution d'acomptes correspondant exactement à celles qu'elles remplacent.

Ces/cette nouvelle(s) garantie devra/devront prendre effet à l'instant même où les lettres de garantie initiales cesseront de produire leurs effets.

Elles devront être rédigées conformément au dispositif prévu à l'**annexe 2**.

17.5 Livraison

Le titulaire sera autorisé à procéder au transport du navire jusqu'au lieu de livraison par ordre de service. Cet ordre de service sera notifié au titulaire aux deux conditions cumulatives suivantes, au plus tard 5 jours ouvrés après la réalisation de ces deux conditions :

- **Signature du procès-verbal des essais en mer, mentionné à l'article 12 du CCTP, en l'absence de défaut constaté par le pouvoir adjudicateur (hors défauts mineurs) ;**
- **Délivrance du permis de navigation exempt de toute prescription.**

Le navire est livré par le titulaire au port de Boulogne-Sur-Mer.

Le transport et le déchargement seront opérés sous la responsabilité pleine et entière du titulaire.

La date et l'horaire de livraison sont défini d'un commun accord entre les parties. Les parties valident par écrit la date et l'heure de livraison.

En cas d'impossibilité de prise de livraison imputable à l'acheteur, les parties fixent conjointement les frais de stockage et de relivraison supplémentaire. Cette disposition ne s'applique pas en cas d'évènement de force majeure ou de circonstance indépendante de l'acheteur empêchant la prise de la livraison.

Le titulaire ne sera pas tenu pour responsable du retard engendré par l'absence de prise de livraison de l'acheteur.

Un procès-verbal de livraison est notifié par le titulaire à l'Ifremer sans délai. Il fait apparaître la date de livraison du Navire.

Le transfert des risques s'effectuera à la date de notification du procès-verbal de livraison du navire à l'acheteur.

17.6 Garanties et responsabilités

Outre les garanties légales, les prestations réalisées par le Titulaire sont également soumises à une garantie conventionnelle contre tout défaut du navire, de ses équipements et accessoires d'une durée minimale de **vingt-quatre (24) mois à partir de la date d'admission et de trente-six (36) mois pour l'ensemble du système propulsif**. Pour chaque prestation ayant fait l'objet d'une réserve, le point de départ du délai de garantie est la date de levée de la réserve.

La garantie conventionnelle couvre notamment et sans caractère limitatif tout défaut de conception, de fonctionnement, tout vice de matière, de fabrication et de montage du fait du titulaire ou de ses sous-traitants pourvus que ce défaut ait fait l'objet d'une notification au titulaire, au plus tard dans un délai de soixante (60) jours calendaires après la date d'expiration de la période de garantie.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage à réparer ou à remplacer gratuitement, démontage et remontage compris, au port de Boulogne-sur-Mer la pièce ou les parties défectueuses, et cela dans les plus brefs délais possibles.

La garantie conventionnelle comprend la prise en charge de l'ensemble des frais et notamment les frais d'acheminement, de manutention et de mise à bord (même en cas de brèche) et de dry-dock s'ils sont nécessaires.

Les pièces défectueuses remplacées dans le cadre de la garantie seront, au choix du titulaire et à ses frais, détruites ou retournées au titulaire et deviendront sa propriété, sans préjudice des examens techniques qui seraient nécessaires pour déterminer la cause de l'avarie ; les résultats de ces examens éventuellement effectués à l'initiative du pouvoir adjudicateur seront communiqués au titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut, après en avoir informé le titulaire et aux frais de ce dernier, exécuter elle-même / faire exécuter certains des travaux de garantie qui relèvent du titulaire, si cela est jugé plus pratique et/ou rapide. Ces prestations effectuées par le pouvoir adjudicateur et/ou son sous-traitant donne lieu au versement par le titulaire au pouvoir adjudicateur d'une indemnité représentative des coûts engagés par celle-ci ou par le sous-traitant. La responsabilité du titulaire est alors dégagée concernant les travaux entrepris par le pouvoir adjudicateur, sauf en ce qui concerne les conséquences des renseignements ou consignes que le titulaire pourrait être amené à donner. Le titulaire est informé, par écrit, de la date de fin d'intervention du pouvoir adjudicateur.

Lorsque les équipements défectueux ne sont pas réparables, le titulaire les remplace ou, au choix du pouvoir adjudicateur, les rembourse à la valeur à neuf.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux réparations prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des réparations.

Après remises en état, le délai de garantie est prolongé d'une durée égale à la durée de l'indisponibilité de la prestation concernée. Ce délai court de la date de la notification du constat d'indisponibilité au titulaire jusqu'à la date de la réparation et/ou du remplacement de la fourniture non-conforme.

Les délais dont dispose le titulaire pour effectuer les réparations seront déterminés par ordre de service, après consultation du titulaire. Le titulaire doit exécuter immédiatement l'ordre de service, même s'il fait des réserves sur la mise en jeu de la garantie technique ou sur les délais.

Le dépassement des délais convenus est sanctionné par les pénalités définies à l'article « Pénalités ».

Toute pièce remplacée ou réparée et tous travaux effectués au titre de la garantie sont à nouveau garantis pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de leur date de remise en état.

17.7 Assurances

Le titulaire doit justifier auprès du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de l'attribution du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, la souscription des contrats d'assurances mentionnés ci-dessous, au moyen d'une attestation d'assurance intégrant les garanties définies ci-après.

Faute d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur pourra soit accorder un nouveau délai de 7 jours calendaires pour fournir les attestations d'assurance attendues, soit résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire.

Chacune des assurances sera à nouveau justifiée à la date anniversaire de la notification du marché et, le cas échéant, à première demande du pouvoir adjudicateur. Faute d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur pourra soit accorder un nouveau délai de 7 jours calendaires pour fournir les attestations d'assurance attendues, soit résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire.

Le titulaire doit souscrire les assurances mentionnées auprès d'une ou plusieurs compagnies disposant d'une représentation en France, de notoire solvabilité et acceptable pour le pouvoir adjudicateur.

17.7.1 Assurance responsabilité civile

Le titulaire doit souscrire une police d'assurance responsabilité civile couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, avant et après livraison, pouvant résulter notamment d'un défaut dans la construction du navire. **Le plafond de cette assurance sera au minimum de 500 000 euros et si possible sans franchise.**

17.7.2 Assurances dommages

Le Titulaire doit souscrire une police d'assurance dommage couvrant :

- **l'ensemble des risques auquel sera exposé le navire** au cours de sa construction de telle manière qu'en cas d'endommagement partiel ou total (par exemple en cas d'incendie ou de chute) ou de perte, le titulaire soit indemnisé d'une somme lui permettant de réparer et reprendre la construction du navire.
- **l'ensemble des risques auquel sont exposés les moyens de production** du titulaire nécessaire à la construction du navire de telle manière qu'en cas d'endommagement partiel ou total de ceux-ci (par exemple en cas d'incendie ou d'inondation), le titulaire soit indemnisé d'une somme lui permettant reprendre au plus vite la construction du navire.

La franchise de cette police d'assurance sera au maximum d'un montant que le titulaire pourra assumer financièrement sans retarder le chantier et le plafond de garantie de la police ne saurait être inférieur au prix acquitté par le pouvoir adjudicateur pour la construction du navire.

17.8 Utilisation de la langue française

La langue française sera utilisée dans la préparation et l'exécution du marché dans les conditions suivantes.

Pour les réunions suivantes, la présence d'une personne maîtrisant le français devra être garantie par le titulaire :

- Réunion de lancement ;
- Réunion d'avancement mensuelles ;
- Revue de conception ;
- Revue de qualification ;
- Réunion de préparation des essais.

Il pourra s'agir d'un salarié de l'entreprise disposant d'un niveau de français manifestement suffisant pour garantir la qualité des échanges ou d'un interprète certifié.

Les livrables devront être fournis en langue française, exceptés les documents techniques relatifs à des équipements ou produits COTS pour lesquels il n'existerait pas de version en français. Dans ce cas, la version en anglais est fournie.

PARTIE 2. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

18. Pièces contractuelles

Le marché est constitué des pièces suivantes qui, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre ci-après, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant :

1. **Acte d'engagement**
2. **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**
3. **Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**
4. **Cahier des clauses administratives générales (CCAG)**
5. **Offre technique du titulaire**
6. **Actes spéciaux de sous-traitance**

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-MI, la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune des pièces du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Le titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énumérées et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

19. Modalités de règlement

19.1 Monnaie

La monnaie de comptes du marché est l'**euro**. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

19.2 Avance

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement, l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date d'effet définie ci-dessus.

L'avance est diminuée, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieux à paiement direct.

En l'absence de précision dans le marché, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises de la tranche ou du bon de commande concerné.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30%.

19.3 Acomptes

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations, l'acompte est soit réduit soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Si le versement d'un acompte est lié à la fourniture d'un livrable, l'absence du livrable suspend le versement de l'acompte. Si le livrable n'est pas conforme aux éléments demandés dans les spécifications du marché ou du bon de commande, le montant de l'acompte peut être réduit voir suspendu par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le titulaire peut regrouper la facturation afférente à plusieurs bons de commandes en spécifiant et détaillant précisément dans la facture, le montant de chaque prestation ayant fait l'objet d'une commande et, s'il y a lieu, celui de l'acompte considéré d'un bon de commande pour le cas des prestations à durée supérieure à trois mois.

19.4 Délai global de paiement

Les factures sont réglées à **30 jours** à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer ou l'un des membres du groupement d'une facture du titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

19.5 Présentation des demandes de paiement

Le règlement du titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article « Pénalités » du présent document.

Les factures doivent porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Dénomination
- Libellé au nom de l'Ifremer
- Adresse de facturation
- Identification du tiers
- N° SIRET
- N° TVA intracommunautaire
- N° IBAN
- N° Facture
- N° de la commande (45...)
- Objet de commande (nature)
- Objet de commande (quantité)
- Montant total HT
- TVA (montant, taux)

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné sera suspendu.

Les factures doivent être adressées par voie dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Nom : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

Siret : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

Les fournisseurs étrangers peuvent déposer leurs factures à l'adresse suivante :

acp.visa.depenses@ifremer.fr

19.6 Retenue de garantie

Dans le cas où le marché prévoit une retenue de garantie, et en l'absence de précision dans le marché, la retenue de garantie sera prélevée sur chaque acompte du marché par le comptable assignataire des paiements.

Sous réserve de l'accord exprès préalable écrit du pouvoir adjudicateur, cette retenue de garantie peut être remplacée par le titulaire par une garantie à première demande.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondante au solde du marché, la fraction de la retenue de garantie est prélevée sur le solde.

Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, sous réserve de l'accord exprès préalable écrit du pouvoir adjudicateur, de substituer une garantie à première demande.

En cas d'acte modificatif (avenant, etc.), elle devra être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée, et les personnes ayant accordées leur garantie à première demande sont libérées au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

Si des réserves ont été notifiées lors de l'admission ou pendant la période de garantie, au titulaire du marché ou aux personnes ayant accordé leur garantie, et si elles n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie est remboursée ou les personnes libérées au plus tard un mois après la date de leur levée. Dans ce cas, il ne peut être mis fin à l'engagement des personnes susmentionnées que par mainlevée par le pouvoir adjudicateur.

20. Variation des prix

20.1 Modalités relatives à l'actualisation des prix

Dans le cas où le marché prévoit une actualisation des prix, conformément à l'article R2112-11 du Code de la commande publique :

- Le prix du marché sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.
La date de début d'exécution des prestations est indiquée en partie 1 du présent CCAP.
- L'actualisation se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

20.2 Formule de variation des prix

Dans le cas où le marché prévoit une actualisation ou une révision des prix, la formule de variation est établie comme suit :

$$P = P0 \times [PF + (0,xx \text{ (Indice1VR / Indice1V0)}) + (0,xx \text{ (Indice2VR / Indice2V0)}) + \text{etc...}]$$

Dans laquelle :

- **P0** est le prix d'origine à mettre à jour
- **P** est la valeur mise à jour du prix P0
- **PF** est la part fixe de la formule de variation
- **0,xx** est la pondération de l'indice
- **Indice VR** est la dernière valeur de l'indice connue à la date d'actualisation/révision des prix, que cet indice soit définitif ou provisoire
- **Indice V0** est la valeur de l'indice du mois d'établissement du prix P0

La part fixe, les indices à utiliser et leurs pondérations sont indiqués en partie 1 du présent CCAP.

20.3 Modalités d'utilisation des indices

Les derniers indices connus et publiés à la date de révision sont utilisés. Si, à la date de révision, le dernier indice est provisoire, la révision est calculée de manière définitive sur la base de cette valeur provisoire.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le prix révisé est arrondi à deux décimales en application de la règle suivante : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par avenant.

20.4 Demande de révision des prix

Il appartient au titulaire de demander l'application de la révision des prix.

Le titulaire doit adresser sa demande de révision par courriel à l'adresse suivante : cellule.marche@ifremer.fr

En cas de révision annuelle, le titulaire s'engage à faire parvenir pour approbation le calcul de la révision des prix (valeurs des indices utilisés, calcul du coefficient selon la formule prévue au marché et nouveaux prix), **au plus tard un mois** avant la date prévue pour l'application de la révision. Dans le cas où le titulaire ne proposerait pas ses nouveaux prix dans ce délai, les prix de la période en cours seront reconduits pour la période suivante.

L'Ifremer dispose d'un délai de 21 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. Les nouveaux prix entrent en vigueur après notification d'un ordre de service de révision des prix. Les nouveaux prix s'appliquent aux prestations commandées postérieurement à la notification par ordre de service des prix révisés.

21. Modalités relatives aux bons de commande

21.1 Passation des bons de commande

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/MI, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification de l'affermissement de la tranche, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'appliquent pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

21.2 Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire ;
- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro de commande SAP (45...) ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- L'objet de la prestation ;
- La date d'exécution de la prestation ;
- La nature, les quantités et les prix.

22. Modalités relatives aux tranches optionnelles

Dans le cas où le marché comporte des tranches, la notification de l'acte d'engagement vaut commande de la tranche ferme. L'exécution de la/ des tranches optionnelles est subordonnée à la notification au titulaire d'un ordre de service d'affermissement. La tranche optionnelle pourra être affermée dans le délai d'affermissement indiqué au marché à compter de la

notification du marché. Si l'affermissement d'une tranche optionnelle n'est pas notifié au titulaire à l'échéance de ce délai, l'Ifremer et le titulaire seront, à expiration de ce délai, déliés de toute obligation pour la tranche optionnelle. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit.

23. Pénalités

Les pénalités peuvent être appliquées, sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché, jusqu'à son solde. Les taxes ne s'appliquent pas sur les pénalités.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG/MI les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour ou le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté pour l'Ifremer de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

En toute hypothèse, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer, de ne pas appliquer ou d'appliquer partiellement les pénalités indiquées aux articles suivants.

Le présent article complète l'article 15 du CCAG/MI.

24. Conditions d'exécution

24.1 Echanges

Les actes relatifs au marché seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire par la **plateforme des achats de l'Etat (PLACE)**, qui permet l'envoi de documents par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges, notamment les actes suivants : ordres de service, avenants, déclarations de sous-traitance.

Les délais mentionnés dans ces documents commenceront à courir à la date d'envoi horodatée de l'échange électronique.

24.2 Ordres de service

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-MI, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de **5 jours calendaires** à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

24.3 Interlocuteur unique

Le titulaire désigne à l'acte d'engagement un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

24.4 Connaissances des éléments afférents à l'exécution des prestations

Le titulaire du marché est réputé, avant la signature du marché, avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

Le titulaire du marché reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations à réaliser. Toute erreur, omission, imprécision ou contradiction dans les pièces du marché doit être signalée avant la remise de l'offre et en tout état de cause au plus tard avant la signature du marché. De même, le titulaire du marché reconnaît s'être assuré de l'exactitude, de la fiabilité et de l'adéquation aux circonstances des méthodes ou procédés d'exécution prévus au CCTP avant le dépôt de son offre.

En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des prestations ou pour remettre en cause les conditions de délai ou de prix.

Le titulaire doit, dans l'exécution des prestations, respecter toute réglementation applicable à ces prestations, alors même que cette réglementation n'est pas visée dans les pièces contractuelles.

24.5 Obligation d'information, de conseil et de mise en garde

Le titulaire a une obligation permanente de conseil envers le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du marché. Il s'engage à informer sans délai l'Ifremer de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du marché.

Le titulaire s'engage à conseiller pouvoir adjudicateur dans le cas où ce dernier émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché. Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'Ifremer, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

24.6 Obligation de collaboration

Les parties conviennent de collaborer activement et régulièrement, de s'échanger toutes les informations nécessaires à la bonne réalisation du présent marché ainsi que de faire preuve de sincérité dans le cadre de leurs relations contractuelles, aux fins d'optimiser les chances de succès.

Les parties s'engagent à communiquer entre elles au sujet de toutes les éventuelles difficultés, au fur et à mesure de la réalisation des prestations objet du marché, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible.

24.7 Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître le contenu. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance d'une partie.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

24.8 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent le cas échéant lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe à chaque partie d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents du marché.

24.9 Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

24.10 Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

La demande d'agrément doit être transmise avant le début d'exécution des prestations à l'adresse suivante : cellule.marche@ifremer.fr

24.11 Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer un groupement conjoint ou solidaire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.

Quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

25. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 26 du CCAG/MI, le pouvoir adjudicateur pourra décider, au terme de chacune des étapes définies dans la décomposition du prix global et forfaitaire, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

26. Modifications en cours de marché

26.1 Modifications autorisées par le code

Le marché peut être modifié dans les conditions prévues aux articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, notamment si des fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires.

26.2 Clauses de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le marché prévoit les clauses de réexamen suivantes.

Les parties envisagent de bonne foi la modification du présent contrat.

En toutes hypothèses, les éventuelles modifications ne doivent ni changer la nature globale du contrat, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentées par le titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir du refus du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les clauses de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou contester les conditions d'exécution du présent contrat.

26.2.1. Modifications à caractère technique

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques, sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur. Il est cependant tenu de signaler tout processus incompatible avec une exécution rationnelle des prestations et de faire toutes propositions utiles le cas échéant. Le titulaire peut ainsi proposer des modifications à caractère technique, notamment en cas d'évolution technologique, technique ou réglementaire.

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut également demander au titulaire des modifications à caractère technique.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le pouvoir adjudicateur au titulaire, un ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par le pouvoir adjudicateur après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au pouvoir adjudicateur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, le pouvoir adjudicateur règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs.

26.2.2. Modification de la clause butoir

Le plafond fixé par la clause butoir pour l'application de l'actualisation ou de la révision des prix peut être modifié ou supprimé de façon ponctuelle ou définitive, en cas de survenance d'un événement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique. Le

titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification susvisée. Le titulaire produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande. La mise en œuvre de la présente clause est initiée par le titulaire mais relève de la seule décision de l'Ifremer. Les modifications sont convenues d'un commun accord entre les parties et formalisées par avenant.

27. Marchés complémentaires

Des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement avec le titulaire initial du marché dans les conditions fixées aux articles R2122-4 (fournitures complémentaires) et R2122-7 (prestations similaires) du Code de la commande publique.

28. Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-MI sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les stipulations suivantes :

- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour faute prévue à l'article 44 du CCAG/MI, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- La résiliation pour faute du titulaire pourra se faire aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le pouvoir adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.
- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

La décision de résiliation, quel qu'en soit le motif, donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

29. Exécution aux frais et risques

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

30. Assurances et diverses attestations

Le titulaire fournit à l'Ifremer à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Justificatif d'inscription au registre professionnel ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation ;
- Attestation de vigilance en cours de validité ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier

qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. La nouvelle attestation d'assurance en cours de validité doit être transmise à l'Ifremer dès que celle transmise initialement est arrivée à sa date d'échéance.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

31. Règlement des litiges

Le marché est exécuté de bonne foi, ce qui implique, en cas de désaccord concernant son interprétation ou exécution, que les parties s'engagent à essayer de trouver ensemble une solution dans les conditions définies à l'article 49 du CCAG/MI.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Faute d'un règlement amiable du différend, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel siège le pouvoir adjudicateur :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel Bizien

3 Contour de la Motte

CS 44416

35044 Rennes Cedex

02 23 21 28 28

greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Annexe 1 - Dérogations aux documents généraux

Les articles suivants du présent CCAP dérogent au CCAG-MI :

Articles CCAP	Articles CCAG-MI
12	33.1 34 34.2 34.3
13.1	15.1 15.2 15.3
13.2	36.2
18	4.2.1
21.1	3.8.3
23	15.1
24.2	3.8.2

Annexe 2 – Garantie de restitution d'acomptes

La garantie de restitution d'acompte mentionné au présent marché devra être rédigée comme suit (ou toute rédaction similaire permettant a minima de garantir le pouvoir adjudicateur dans les mêmes conditions) :

« *Préambule :*

L'Ifremer a publié un appel d'offres portant sur la fourniture d'un navire. A la suite de la candidature puis de l'offre du groupement [XX] (ci-après désignée « la Société ») à l'appel d'offres susmentionné, l'Ifremer a retenu la Société pour la fourniture du navire, cette désignation étant intervenue au vu du cahier des charges et de l'offre de la Société. Préalablement à chaque paiement d'un acompte par l'Ifremer, la Société devra lui fournir l'original d'une garantie bancaire émise par une banque française de premier ordre, conformément au cahier des clauses administratives particulières.»

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

" 1. *Etendue et modalités d'appel de la Garantie*

Dans les limites prévues à l'article 1.2, le Garant s'engage, inconditionnellement et irrévocablement, à payer à l'Ifremer, à première demande de sa part et sur transmission de copies de :

-Certificat administratif établi par l'Ifremer indiquant le montant et la date de l'acompte versé à la Société,

-Et décision de résiliation du marché, de rejet du navire ou justificatif de sa destruction préalablement à la livraison ou d'un document indiquant que la Société ou l'un de ses membres est en liquidation judiciaire,

toute somme faisant l'objet d'une demande de restitution d'acomptes adressée par l'Ifremer au Garant par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

[...].

1.2 La présente garantie est émise pour un montant maximum de [montant correspondant à l'acompte garanti]

1.3 Le Garant reconnaît et accepte que, dans les conditions visées au paragraphe 1.1 ci-dessus et à l'article 2321 du code civil, toute demande de paiement entraîne une obligation de paiement de sa part, à titre principal et autonome, envers l'Ifremer de toute somme que celui-ci lui réclame à concurrence du montant figurant à l'article 1.2 ci-dessus. Il est précisé, en tant que de besoin, que le caractère exact ou le bien fondé des déclarations contenues dans une Demande de Paiement n'est pas une condition de l'exécution par le Garant de ses obligations au titre de la présente garantie.

1.4 La présente garantie pourra faire l'objet d'un ou de plusieurs appels. Tout paiement par le Garant réduira à due concurrence le montant de la présente garantie.

1.5 Le Garant devra effectuer tout paiement faisant l'objet d'une Demande de Paiement dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de sa réception par le Garant.

1.6 Toute somme due par le Garant au titre de la présente garantie sera payée en euros, sans compensation pour quelque raison que ce soit. Tous ces paiements seront effectués nets de toute déduction ou retenue à la source de nature fiscale, sauf si le Garant est tenu d'opérer une telle retenue, auquel cas il devra majorer le montant du paiement, de sorte qu'après imputation de la retenue l'Ifremer reçoive une somme nette égale à celle qu'ils auraient s'il n'y avait pas eu de retenue.

1.7 Si le Garant n'exécute pas une obligation de paiement en vertu de la présente garantie à bonne date, le Garant sera redevable envers l'Ifremer en sus de la somme indiquée dans la Demande de Paiement concernée, d'intérêts de retard calculés sur cette somme au taux légal majoré de 3% par an, sur la base d'une année de 365 jours et rapportés au nombre de jours écoulés entre la date d'expiration du délai de paiement et la date de paiement effectif à l'Etat."

"2. *Indépendance et autonomie de la Garantie*

2.1 Les parties conviennent expressément que la présente garantie est une garantie autonome à première demande régie par les dispositions de l'article 2321 du code civil.

2.2 Les engagements du Garant au titre de la présente garantie sont indépendants et autonomes. En conséquence, le Garant ne peut, pour retarder ou se soustraire à l'exécution inconditionnelle et immédiate de ses obligations au titre de la présente garantie, soulever toute exception ou autre moyen de défense résultant des relations juridiques existant entre le Garant et l'Ifremer, la Société ou tout autre tiers, et notamment une éventuelle nullité, résiliation, résolution ou compensation."

"3. Durée

La présente garantie à première demande sera valable jusqu'à six (6) mois après la date contractuellement prévue pour livraison du navire à l'Ifremer par la Société. Elle sera restituée dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant la livraison du navire sans réserve ou à la levée de toutes les réserves. Dans l'hypothèse d'une livraison avec réfaction, elle sera restituée 60 jours après la livraison."

"4. Droit applicable

La présente garantie est régie par le seul droit français. "

"5. Tribunaux compétents

Tout litige relatif à la présente garantie (y compris tout litige concernant l'existence, la validité ou la résiliation de la présente garantie) sera de la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Paris.

Fait en trois exemplaires »

La réception de l'original de la garantie de restitution d'acompte par le pouvoir adjudicateur est une condition d'exigibilité du paiement de l'acompte afférent par le titulaire.

Dans l'hypothèse où la livraison du navire interviendrait après la date d'expiration des lettres de garantie en vigueur, le Titulaire devra fournir au Pouvoir Adjudicateur au plus tard trente (30) jours avant l'expiration la fin de la validité des lettres de garantie :

- Soit, de la part des banques ayant émis les garanties initiales, des extensions de la durée de la validité des garanties de restitution d'acompte initiales. Ces extensions de la durée de validité devront courir jusqu'à six (6) mois après la date raisonnablement évaluée de réception du navire ;
- Soit une nouvelle garantie de restitution d'acompte globale ou de nouvelles garanties de restitution d'acomptes correspondant exactement à celles qu'elles remplacent. Dans les deux cas, ces garanties devront être fournies par des banques européennes de premier ordre (c'est-à-dire a minima classée B par deux agences de notation parmi Standard & Poor's, Moody's et Fitch) ayant une représentation en France. Cette/Ces nouvelle(s) lettre(s) de garantie devra/devront prendre effet à l'instant même où les lettres de garantie initiales cesseront de produire leurs effets et courir jusqu'à six (6) mois après la date raisonnablement évaluée de réception du navire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas les conditions ci-dessus concernant les lettres de garantie, le Pouvoir Adjudicateur pourra résilier le Marché aux torts exclusifs du Titulaire et actionner immédiatement les lettres de garantie. Ceci sans préjudice de l'indemnisation de ses préjudices ou des pénalités contractuelles.